

Les personnes présentes devant ce tribunal sommes membres de ETA et revendiquons humblement mais fièrement notre militantisme. Aujourd'hui, exécutant une mission confiée par notre Organisation, nous allons parler au nom de ETA :

Vous nous avez conduits à ce tribunal en tant que séquestrés politiques. Vous nous avez emmenés pour nous juger et nous condamner, tout comme vous avez auparavant jugés et condamnés de nombreux autres citoyens basques.

Nous luttons en faveur de la liberté de notre pays. Nous assumons la responsabilité de notre choix et de nos agissements. Néanmoins nous ne reconnaissons pas la légitimité de nous juger à ce tribunal qui représente l'Etat français, Etat qui nie les droits du Pays Basque et persiste dans la voie répressive.

Pour autant nous ne sommes pas venus revendiquer la guerre ou alimenter la confrontation. Nous souhaitons profiter de cette occasion pour faire parvenir un message en faveur de la résolution du conflit basque au coeur des appareils de l'Etat français.

Au mois de décembre dernier, lorsqu'ils ont reçu le prix Nobel de la Paix, Manuel Durao Barroso et Herman Van Rompuy, responsables de l'Union européenne ont loué la valeur de la négociation en tant que moyen sensé pour la résolution des conflits. Ils ont par ailleurs rappelé les paroles de Jean Monnet selon lesquelles "Mieux vaut se disputer autour d'une table que sur un champ de bataille".

Les dirigeants de l'Espagne et de la France étaient présents, approuvant semble-t-il le sens de ces paroles, malgré leur refus jusqu'à présent à s'atteler à une négociation en faveur de la résolution du conflit en Pays Basque.

Nous avons durant de longues années lutté sur le champ de bataille. Trop de temps, trop de souffrance. Donnons alors une opportunité au dialogue. Emmenons le conflit à la table de la négociation.

Comme le dit Van Rompuy à Oslo : achevons le cycle de la violence, mettons de côté la logique de la vengeance politique.

ETA agit en ce sens et pour permettre cette opportunité a pris des décisions historiques afin de rendre le processus de résolution irréversible. ETA a annoncé la fin de la lutte armée en octobre 2011 . Notre engagement est réel, il n'y a aucun stratagème. Ce qui est important est que ETA a suivi le souhait des citoyens basques.

Au mois de novembre dernier, ETA a fait une proposition précise pour résoudre les conséquences du conflit. Cette proposition était solide et constructive, révélatrice de de l'engagement de ETA. Nous aspirions à dessiner un processus utile à une fin stable et ordonnée de la confrontation armée.

Il était à cette occasion proposés aux gouvernements espagnols et français des thèmes pour un calendrier du dialogue de la paix :

-les formules et les délais pour le retour chez eux de tous les prisonniers et réfugiés politiques basques,

-les formules et les délais du désarmement de ETA, du démantèlement des structures armées ainsi que la démobilisation de ses membres,

-les étapes et les délais de la démilitarisation du Pays Basque, adaptant les forces armées en Pays Basque à la fin de la confrontation armée,

Aussi, ETA a exprimé sa disposition à discuter des victimes et personnes ayant subi un

dommage du fait de la confrontation.

Nous réitérons ici et aujourd'hui notre appel au gouvernement français afin qu'il s'investisse dans cette résolution. Qu'il apporte ses propositions à la table de négociation. Qu'il défende ses positions avec autant de vigueur dont il fait montre lors de la répression des citoyens basques, s'il le souhaite ainsi, mais qu'il ne ferme pas la porte à cette opportunité pour la paix.

Egalement conscient des difficultés que peut rencontrer le processus, ETA pense qu'existent des possibilités d'avancer si s'ouvrent les voies du dialogue. Et nous promettons que nous investirons le même courage et la même détermination dont nous avons fait preuve pour faire face à l'ennemi afin d'alimenter les négociations et conduire le processus de résolution à son terme.

Nous savons par ailleurs que régler les conséquences du conflit ne constitue qu'un pan de la résolution complémentaire à d'autres étapes et domaines de discussion nécessaires.

Pour que cette résolution soit durable, outre les conséquences du conflit, il faudra surmonter les raisons de ce conflit politique. Il ressort des acteurs et citoyens du Pays Basque, au moyen d'un processus démocratique, de les débattre, de rechercher des ponts d'accords et de conclure des accords.

Nombre des blessures occasionnées par cette confrontation doivent aussi être fermées. Il s'agit de blessures profondes et douloureuses. Il relève de la responsabilité de tous d'essayer de les guérir.

Une famille de Orio s'est vu impliquée dans les faits (qui seront) ici évoqués, sans en avoir décidé ainsi. Nous répétons que nous ne reconnaissons pas de légitimité à ce tribunal pour nous juger. Cependant ETA ne nie pas sa responsabilité quant à ses faits. Nous luttons contre deux Etats oppresseurs et parfois, avec nos moyens populaires, afin de faire face à ces Etats, nous avons dû prendre des décisions déplaisantes. L'organisation ETA souhaite dire à ces habitants de Orio qu'elle regrette le dommage qui leur a été causé. Ces mots peuvent s'étendre à tous les citoyens, qui comme eux, sans aucune responsabilité dans ce conflit, ont subi un dommage du fait de l'activité de ETA.

Semons la graine d'une paix juste et durable. Tel est l'engagement de ETA.